

MORAIS LEITÃO
GALVÃO TELES, SOARES DA SILVA
& ASSOCIADOS

NEWSLETTER FRENCH DESK

DÉCEMBRE 2021. N° 2

Legal Alerts

L'actualité juridique
portugaise, angolaise,
mozambicaine et
capverdienne

Page 04

Article

Médicaments falsifiés –
Prévention Européenne
et nationale

Page 06

Spécial

Little Africa Maio
– Le plus grand
investissement privé
jamais reçu au Cap-Vert

Page 08



M
L



EDITORIAL

Cap-Vert: un exemple de développement pour l'Afrique au son du *Funaná*

Le Cap-Vert, officiellement la République du Cap-Vert, est un archipel de dix îles paradisiaques au large du Sénégal, au milieu de l'Atlantique. De Santo Antão à Ilha Brava, le visiteur arpente de vierges montagnes verdoyantes baignées de plages de sable blanc, sous l'enchantement des mélodies de Cesária Évora, la «diva aux pieds nus» de Mindelo.

Il tire son nom de la presqu'île du Cap-Vert, la pointe la plus occidentale du bassin sédimentaire du Sénégal. Colonie portugaise à partir de 1456 (arrivée des premiers colons sur l'archipel alors inhabité), le pays accéda à l'indépendance en 1975 gardant le Portugais comme langue officielle. Du fait qu'il fut inhabité lors du premier débarquement portugais et de l'éloignement du continent, le pays a connu une histoire radicalement différente du reste de l'Afrique.

Le Cap-Vert figure parmi les pays les mieux classés d'Afrique sub-saharienne selon les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale, notamment en matière de lutte contre la corruption. Il possède aussi un des meilleurs climats des affaires de la région, étant la réorientation de la politique économique à partir de 1991 est à l'origine de ces bons résultats: l'ouverture du marché aux investisseurs étrangers et une action soutenue de privatisations ont permis au Cap-Vert de créer,

dans un contexte de stabilité politique, un secteur de services florissant, dont des services bancaires performant. D'autre part, l'Accord de coopération de change avec le Portugal, garantit convertibilité et parité fixe avec l'euro et une facilité de crédit. En février 2020, le Cap-Vert a été retiré de la «liste noire» des paradis fiscaux de l'Union européenne.

L'environnement réglementaire et les incitations attirent les investisseurs et les nouveaux projets majeurs dans les secteurs clefs, tels que le tourisme, les énergies renouvelables, l'économie de la mer, les technologies d'information et de communication, les PPP's et l'industrie créative. Tel est l'esprit du Programme du Gouvernement capverdien en fonctions qui prévoit des mesures promouvant la reprise et la croissance soutenable du tourisme, le développement de l'Économie (Verte, Bleue et Digitale), de l'Industrie et du Commerce, tout comme le renforcement des conditions favorables à l'investissement et à la croissance économique et de la compétitivité fiscale. Vous trouverez une description d'un de ces grands projets, Little Africa Maio, le plus grand investissement privé jamais reçu au Cap-Vert, en page 08.

Venez donc connaître ce ravissant archipel rempli d'opportunités et profitez de votre présence à Praia (Île de Santiago) pour nous rendre visite à vpqadvogados.com.

L'Équipe du French Desk vous souhaite et à votre famille de Joyeuses Fêtes et une fantastique année de 2022!

LEGAL ALERTS

Portugal

TAX

Taxation of real estate capital gains made by non-resident individuals: the last chapter of a never-ending story?

The Portuguese Personal Income Tax (“PIT”) regime applicable to capital gains obtained by non-resident individuals with the transfer of real estate located in Portugal has had a troubled life during the past two decades.

03.08.2021

TECHNOLOGY

Decree-Law 67/2021 of 30 July

The main focus of Decree-Law 67/2021 of 30 July is to promote and drive the testing and experimentation with innovative technology, and technology-based products, services and processes in a secure manner in technological free zones (ZLT).

14.09.2021

COMPETITION

AdC consults the market on digital ecosystems, big data and algorithms

On November 2nd, the Portuguese Competition Authority (*Autoridade da Concorrência* – “AdC”) launched a call for information with the purpose

of gathering comments for the identification of possible barriers to entry and/or expansion of companies, including operator’s strategies that may limit competition in the digital sector in Portugal.

08.11.2021

Mozambique

COMPETITION

Amendment to the merger notification fee in Mozambique

Ministerial Decree no. 77/2021, of 16 August 2021, was published yesterday, amending the rules concerning the fee applicable to merger control notifications in Mozambique.

17.08.2021

Competition Regulatory Authority of Mozambique – enforcement priorities

The Competition Regulatory Authority of Mozambique (“CRA”) was originally established in 2013. However, the CRA only became operational this year, in particular following the amendment of its Organic Statute, the appointment of a new President, Dr. Iacumba Ali Aiuba, and the recent revision of the merger filing fee regime.

27.09.2021

Cape Verde

INVESTMENT AND BUSINESS OPPORTUNITIES

Cape Verde – West Africa’s Atlantic Harbour of Opportunities

On 19 January 2021, in a plenary session of Parliament, three Statutes of material importance to economic agents doing business in Angola were approved, the publication of which in the Angolan Official Gazette is now awaited.

01.10.2021

Angola

OIL&GAS

Local Content in the Oil Sector

As required by Presidential Decree no. 271/20, of 20 October, approving the Legal Regime of Local Content in the Oil Sector (*Regime Jurídico de Conteúdo Local do Sector dos Petróleos – RJCLP*), the lists of goods and services falling under the scope of the exclusivity and the preference regimes defined in the RJCLP were published at the website of the National Agency of Petroleum, Gas and Biofuels (*Agência Nacional do Petróleo, Gás e Biocombustíveis – ANPG*).

25.10.2021



MÉDICAMENTS FALSIFIÉS

Prévention Européenne et nationale



Constança Carrington
ccarrington@mlgts.pt

L'introduction de médicaments à l'usage humain falsifiés dans la chaîne d'approvisionnement légale dans l'Union Européenne représente une menace pour la santé publique, par le fait que les composants de ces médicaments sont généralement de qualité insuffisante, falsifiés ou mal dosés, n'ayant pas été soumis aux procédures d'évaluation de la qualité, sécurité et efficace requises par la législation de l'UE.

Afin de permettre la détection des médicaments falsifiés, des dispositifs de sécurité harmonisés ont été introduits, notamment des identifiants uniques permettant de vérifier l'authenticité et d'identifier chaque emballage de médicaments, ainsi qu'un dispositif empêchant sa falsification.

Le Règlement délégué (UE) 2016/161 de la Commission du 2 octobre 2015 (complétant la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil en fixant les modalités des dispositifs de sécurité figurant sur l'emballage des médicaments à usage humain), établit des règles à l'échelle de l'Union sur quels sont les médicaments qui doivent en être dotés, la définition des caractéristiques et des spécifications techniques de l'identifiant unique, les procédures de vérification et de désactivation,

et les caractéristiques du système de répertoires européen et national mis en place à cet effet.

Pour l'établissement et la gestion de ces systèmes de répertoires, *L'Organisation européenne pour la vérification des Médicaments (EMVO)* a été formée au niveau européen et l'Association portugaise pour la vérification des médicaments (MVO Portugal) a été créée au niveau national. Des associations représentant les différents secteurs impliqués dans le circuit du médicament participent à la gestion de ces entités.

Au Portugal, les alertes générées par le système sont contrôlées par MVO Portugal, en collaboration avec INFARMED, I.P., et, depuis le 9 février 2019, de nouvelles obligations légales s'appliquent aux différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement, notamment:

— Les **distributeurs en gros de médicaments** s'assurent qu'ils sont connectés au système de répertoires. Ils vérifient et désactivent également, le cas échéant, les dispositifs de sécurité des médicaments;



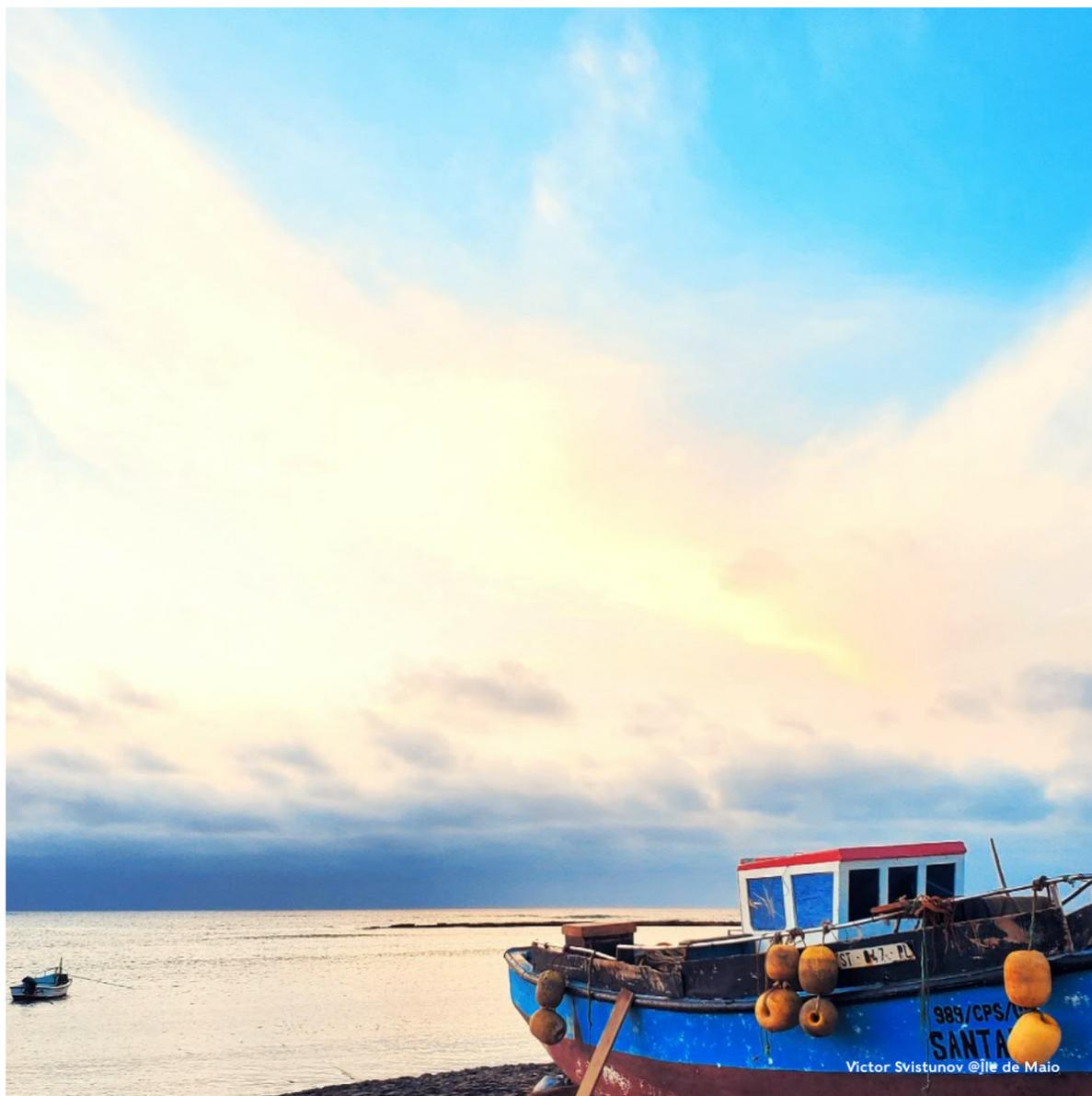
— Les **fabricants de médicaments** veillent à ce que les médicaments qui doivent présenter des dispositifs de sécurité ne soient mis sur le marché que si l'identifiant unique est imprimé de manière lisible et avec des informations correctement codées, et à ce que le dispositif inviolable soit correctement apposé;

— Les **titulaires de l'autorisation de mise sur le marché** veillent à être connectés au système de répertoires européen et à ce que les informations sur les identifiants uniques soient téléchargées correctement et en temps utile, y compris, le cas échéant, les informations sur le numéro d'enregistrement national et les informations sur le distributeur désigné;

— Les **pharmacies et les services pharmaceutiques hospitaliers** des établissements de santé publics et privés couverts doivent assurer leur connexion au système de répertoires et vérifier les dispositifs de sécurité des médicaments délivrés.

Une plateforme pour la gestion appropriée des incidents suspects de médicaments falsifiés est en cours d'élaboration, ce qui conduira à la définition de nouvelles procédures d'ici la fin de la période de stabilisation (*soft launch*), qui devront être adoptées par tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement.

Compte tenu de la portée européenne de l'ensemble du système de vérification et de l'existence d'opérations européennes et nationales, jusqu'à ce que l'INFARMED, I.P. fournisse des informations contraires, une période de stabilisation du système national de vérification reste en vigueur, évitant toute contrainte résultant d'erreurs techniques, de procédure ou de manipulation qui donnent lieu à des alertes sur la vérification et la désactivation des emballages par les utilisateurs. Les opérations sont enregistrées, mais l'approvisionnement en médicaments doit se poursuivre sans interruption.



LITTLE AFRICA MAIO

Le plus grand investissement privé jamais reçu au Cap-Vert

Ce projet, d'origine hispanique dont la convention pour la mise en place a été signée le 15 décembre 2020, a été déclaré par le Gouvernement du Cap-Vert comme d'intérêt exceptionnel dans le cadre de la stratégie de développement socio-économique du pays et va, sans doute, changer la réalité de l'île de Maio.

Little Africa Maio prévoit un investissement exclusivement privé de 550 millions d'euros dans la construction d'un centre touristique-résidentiel, culturel et d'affaires – Hub pour l'Afrique, ainsi que des structures associées (un aéroport international, un nouveau port, des zones de production d'énergie, logistique, carrières et services de transformation des matériaux) qui permettra de créer plus de 1000 emplois dans la zone de développement touristique intégré du sud de l'île de Maio.

Le projet, qui a été négocié avec Cape Verde TradeInvest en tant qu'interlocuteur, se composera de deux énormes structures: Africa World et Maio Vila.

Africa World englobe la partie divertissement avec un grand complexe comprenant des musées et des salles d'exposition de pays africains, théâtre, casino, boutiques, centre de congrès/expositions et affaires, centre d'affaires international, hôpital de

pointe, collège international, logements pour cadres, personnel et autres travailleurs. Il comprendra également le complexe touristique Little Africa Resorts avec 3000 chambres.

Maio Vila fait partie du projet dédié au tourisme résidentiel de luxe avec des villas pour les citoyens internationaux avec club social, concierge, sécurité et autres services. Une zone franche intégrée de boutiques hors taxes et hors taxes sera également mise en place.

L'investissement se fera en trois phases, débutant par l'infrastructure et la construction des installations d'Africa World. La construction des Maio East Villas et des Maio West Villages complètera la phase de construction du projet, estimée en 36 mois.

DISTINCTIONS

Morais Leitão a été reconnu à plusieurs reprises comme le meilleur cabinet d'avocats au Portugal.



IFLR



2021

PORTUGAL TAX FIRM OF THE YEAR ITR – EMEA Tax Awards	LABOUR FIRM OF THE YEAR Iberian Lawyer Labour Awards Portugal
PORTUGAL FIRM OF THE YEAR LMG Life Sciences	MOST ACTIVE LAW FIRM IN EQUITY Euronext Lisbon Awards
PORTUGAL LAW FIRM OF THE YEAR International Financial Law Review	

FRENCH DESK



ANA MONJARDINO
COORDINATRICE



CONSTANÇA CARRINGTON



INÊS GOUVEIA



FILIPA MORAIS ALÇADA



RITA NUNES DOS SANTOS



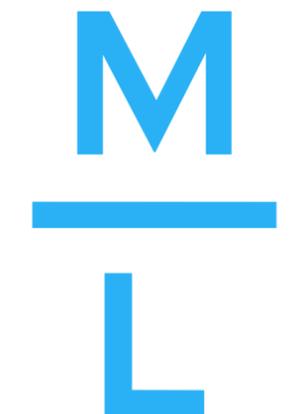
ANTÓNIO QUEIROZ MARTINS



JOANA GRANADEIRO



INÊS F. NEVES



frenchdesk@mlgts.pt

MORAIS LEITÃO
GALVÃO TELES, SOARES DA SILVA
& ASSOCIADOS

Soutenir nos clients,
partout et à tout
moment.



**MORAIS LEITÃO, GALVÃO
TELES, SOARES DA SILVA
& ASSOCIADOS**

LISBOA

Rua Castilho, 165
1070-050 Lisboa
T +351 213 817 400
F +351 213 817 499
mlgtslisboa@mlgts.pt

PORTO

Avenida da Boavista, 3265 – 4.2
Edifício Oceanvs
4100-137 Porto
T +351 226 166 950 - 226 052 380
F +351 226 163 810 - 226 052 399
mlgtsporto@mlgts.pt

FUNCHAL

Av. Arriaga, n.º 73, 1.º, Sala 113
Edifício Marina Club
9000-060 Funchal
T +351 291 200 040
F +351 291 200 049
mlgtsmadeira@mlgts.pt

mlgts.pt

ALC ADVOGADOS

LUANDA

Masuika Office Plaza
Edifício MKO A, Piso 5, Escritório A/B
Talatona, Município de Belas
Luanda – Angola
T +244 926 877 476/8/9
T +244 926 877 481
geral@alcadvogados.com

alcadvogados.com

HRA ADVOGADOS

MAPUTO

Avenida Marginal, 141, Torres Rani
Torre de Escritórios, 8.º piso
Maputo – Moçambique
T +258 21 344000
F +258 21 344099
geral@hrlegalcircle.com

hrlegalcircle.com

VPQ ADVOGADOS

PRAIA

Edifício BAlcenter, 3.º esq.
Av. Cidade de Lisboa, Chã d'Areia
Praia — Cabo Verde
M +238 972 84 20
M +238 973 23 21
geral@vpqadvogados.com

vpqadvogados.com